

Le G7, la fin d'un cycle et la stratégie de la peur

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2018 - Journal des Alternatives. Vol.9 - No.07, juillet 2018 -



Date de mise en ligne : mercredi 4 juillet 2018

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

En avril 2001, lors du Sommet des Amériques visant à établir une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de feu, entre 30 000 et 50 000 personnes avaient manifesté dans les rues de Québec. L'événement a marqué autant les milieux militants que les forces policières par son intensité. 17 ans plus tard, tandis que le G7 se réunissait à La Malbaie et que des manifestations étaient prévues à Québec, le spectre du Sommet des Amériques rodait et induisait de part et d'autre des choix tactiques et stratégiques.

Mais la grande mobilisation tant espérée—ou crainte, c'est selon—n'est jamais arrivée et le G7 aura été avant tout une occasion en or pour que les services policiers obtiennent d'importantes ressources (équipements, munitions, grenades, gaz lacrymogènes, caméras, etc.) tout en se livrant à une démonstration de force qui marquera probablement les futures mobilisations québécoises.

L'altermondialisme n'est plus ce qu'il était

Il y a plusieurs facteurs qui peuvent expliquer la faiblesse relative de la mobilisation lors du G7. Tout d'abord, le contexte actuel n'a rien à voir avec ce qu'il était en 2001. On était alors au début du cycle de mobilisation altermondialiste. ATTAC avait été créée en décembre 1998 et la Taxe Tobin était un objet de débats passionnés ; les mobilisations avaient fortement perturbé le déroulement de la rencontre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, en décembre 1999, puis celle de la Banque mondiale et du FMI à Prague, en septembre 2000 ; le premier Forum social mondial venait d'avoir lieu en janvier 2001 à Porto Alegre, au Brésil. S'inspirant des Zapatistes et renouvelant la critique du capitalisme, le mouvement altermondialiste apparaissait alors comme la première mobilisation transnationale d'envergure depuis l'effondrement de l'Union soviétique et la proclamation de la « fin de l'Histoire ». Les contre-sommets étaient une source d'inspiration et se répondaient les uns les autres.

Aujourd'hui, le mouvement altermondialiste est essoufflé. Les Forums sociaux se sont banalisés et ont perdu de leur lustre contestataire tandis que les contre-sommets semblent n'avoir aucune prise sur l'évolution du capitalisme. Depuis une dizaine d'années, les mouvements sociaux se concentrent davantage sur des enjeux politiques locaux ou nationaux plutôt que globaux. Les luttes contre la gentrification, les oléoducs, l'extrême droite ou encore l'austérité occupent beaucoup plus l'imaginaire politique que les institutions de la mondialisation néo-libérale. Notons d'ailleurs que la mobilisation contre le G7 n'est pas parvenue à construire des liens clairs et parlants entre ces enjeux et la rencontre des chefs d'État à La Malbaie. De plus, les syndicats semblaient hésitants, peut-être parce qu'ils sont aujourd'hui davantage favorables au libre-échange qu'ils ne l'étaient dans le passé tandis que c'est le président américain qui s'est fait l'apôtre du protectionnisme. Enfin, en partie à cause de la crise interne qu'il traverse depuis 2015, le mouvement étudiant n'a pas fait de la mobilisation contre le G7 une priorité.

La stratégie de la peur

Mais ce n'est pas tout. La mobilisation contre le G7 s'est en effet heurtée de plein fouet à une campagne de peur menée de façon systématique par l'État et les médias plusieurs mois à l'avance. Tandis que le Réseau de résistance contre le G7 (RRAG7) et le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC) organisaient des assemblées et des ateliers, produisaient un journal, discutaient des différentes façons de rendre la mobilisation plus large et inclusive, le gouvernement et les services de police multipliaient les annonces : des milliers de policiers déployés, des achats de gaz lacrymogènes et autres munitions, des centres de détention et des juges supplémentaires mis en disponibilité pour gérer l'afflux massif de personnes arrêtées, etc.

Plutôt que de remettre en question la pertinence d'un tel dispositif et de dénoncer le fait que la police se prépare des mois à l'avance à réprimer le droit de manifester de la population, la couverture médiatique a eu un effet

multiplie. Dès le mois de février, il se passait rarement plus d'une semaine sans qu'un article ou un reportage ne nous parle de l'imposant dispositif policier visant à contenir la « violence » des manifestations. À partir du mois d'avril, la campagne s'intensifia, comme si l'unique enjeu du G7 était d'empêcher que des hordes de barbares masqués ne s'emparent de Québec et mettent la ville à feu et à sang. La police de Québec a même distribué des feuillets dans lesquels elle encourageait les commerçants à se préparer à de la « casse ». Il suffisait de voir les nombreux commerces placardés sur la rue St-Jean pour mesurer l'effet qu'aura eu cette campagne de peur.

Celle-ci décrivait que le simple fait que des gens se rassemblent pour dénoncer le G7 représentait un danger. Elle faisait de l'exercice de droits fondamentaux une déviance et l'expression d'une proto-violence fantasmée. La présentation de la manifestation comme menace a probablement eu un effet dissuasif sur certaines personnes, notamment parmi les gens les moins familiers des manifestations et les moins politisés. Les images de la première manifestation du jeudi 7 juin n'ont pas aidé à dissiper l'amalgame entre manifestation et violence. En effet, bien que les manifestantes et manifestants furent à peine un millier et qu'aucun incident ne suggérait que les choses allaient dégénérer, l'escouade anti-émeute était massivement déployée dès le début plutôt que de rester en retrait et d'intervenir plus tard si nécessaire. De plus, de nombreux policiers portaient des masques à gaz et exhibaient leurs armes, incluant des fusils d'assaut, comme si la foule représentait une telle menace qu'il fallait être prêt à gazer et à tirer en tout temps. Ainsi, plutôt que de miser sur une logique de désescalade et de favoriser l'exercice du droit de manifester, le gouvernement a privilégié l'intimidation et la provocation.

Finalement, soulignons que l'effet dissuasif d'un tel dispositif policier n'est pas uniquement lié à la peur. Il mine la mobilisation en amont en contribuant à donner l'impression que toute prise de parole est vaine et que les jeux sont faits. Il démobilise en privant de façon préventive la population de tout droit à être entendue. C'est peut-être une victoire du point de vue de la police et de l'État, mais pas du point de vue de la démocratie.